

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 20/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société CHIMIREC SOCODELI

1195 Chemin des Caires
26800 ETOILE SUR RHONE

Références : 20220920-RAP-DAEN0781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement exploité par la société CHIMIREC SOCODELI, implanté 1195 CHEMIN LES CAIRES 26800 ETOILE SUR RHONE. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site d'ETOILE SUR RHÔNE était exploité par la société VOLLE depuis de nombreuses années. Un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant a été présenté le 1er juillet 2022 par la société CHIMIREC SOCODELI. C'est dans ce contexte particulier que la visite d'inspection a été effectuée.

Notons que l'éco-organisme CYCLEVIA a été constitué fin 2021 dans le cadre du principe de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) applicable aux huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, à partir du 1er Janvier 2022.

Cet éco-organisme a pour vocation d'endosser la responsabilité des producteurs en matière de collecte et de traitement des huiles usagées, il est agréé pour 6 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société CHIMIREC SOCODELI (ex société VOLLE P.)
- 1195 CHEMIN LES CAIRES 26800 ETOILE SUR RHONE
- Code AIOT dans GUN : 0006102575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité principale du site est la collecte des huiles usagées, ainsi que des déchets de garages (liquides de refroidissement, filtres à huiles, batteries...). Les installations du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°671 du 25 février 1999, modifié par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010. Le site relève de la Directive IED au titre des rubriques 3510 et 3550.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie/intrusion – Astreinte ;
- Système de management environnemental.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a eu un échange avec l'unique chauffeur actuel du site. Outre son activité de collecte, celui-ci assure, en moyenne une fois tous les 15 jours, d'autres activités, par exemple :

- l'accompagnement des opérations de chargement des camions d'huiles usagées, de liquides de refroidissement, eaux polluées, pour transport dans les centres de traitement (régénération, valorisation, élimination) ;
- l'accompagnement d'opérations de contrôle ou maintenance assurées par diverses sociétés.

Dans le cadre de la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection de sa difficulté à trouver un chauffeur pour assurer l'activité de collecte des huiles usagées et autres déchets des garages. L'exploitant signale qu'en cas de nécessité, d'autres chauffeurs pourraient venir en renfort du site de BEAUCAIRE.

Hors des points de contrôle, l'inspection a constaté avec l'exploitant les nécessités suivantes :

- Parfaire l'étanchéité des bassins de rétention, car ils présentent des fissures. Veiller à ce qu'il n'y ait pas d'eau en quantité significative dans ces bassins, de façon à ce qu'ils assurent en permanence leur fonction de rétention.

- Réparer la clôture du site : Un poteau a été aperçu couché.

- Veiller à s'assurer du caractère opérationnel permanent du dispositif de protection contre la foudre, en contrôlant à une fréquence justifiée, et après chaque orage, le compteur de coups de foudre. Si le compteur s'incrémente, il convient de faire passer une société compétente pour vérifier que le dispositif demeure pleinement opérationnel. La traçabilité du contrôle du compteur de coups de foudre doit être assurée, elle est à intégrer dans le SME applicable au site. Ce compteur, lors de la visite, affiche "0".

- A l'aire de déchargement des camions de collecte des déchets, située à l'intérieur du bâtiment, la procédure de déchargement du SME du site n'a pas été constatée, elle est à afficher.

L'exploitant s'est engagé à mener les actions correctives nécessaires dans des meilleurs délais, et au plus tard sous un mois. Il adressera dans ce délai à l'inspection des éléments (documents, photographies,) montrant que les actions sont bien menées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Aucune des fiches de constats ne fait l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article 6.1.2	Sans objet
2	Directive IED-Lavage	Lettre du 04/05/2021	Sans objet
3	Directive IED-SME	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I	Sans objet
4	Directive IED-Eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 point VII c	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen des points de contrôle retenus n'a pas conduit à découvrir des non conformités susceptibles de constituer un danger important au niveau du site. Une visite du site (ou un exercice dans le site) des sapeurs-pompiers est souhaitable, l'exploitant les contactera à cette fin et fera parvenir à l'inspection la trace du contact pris.

En dehors des points de contrôle annoncés avant l'inspection, la visite a conduit à découvrir la nécessité de mener quelques actions correctives de faible importance, déjà précisées ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/intrusion – Astreinte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée : Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, pendant et en dehors des heures de travail.</p>
<p>Constats : L'inspection constate qu'à l'entrée du site se trouve l'information suivante : La télésurveillance, la télévidéosécurité du site sont assurées par la société CHUBB DELTA.</p> <p>L'exploitant précise qu'en effet, est mis en place dans ce site le dispositif suivant de détection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 caméras vidéo et infra-rouge ; - des détecteurs de présence par faisceaux infra-rouges ; - un détecteur de coupure de courant. <p>Ce dispositif est relié, d'une part directement à l'exploitant, qui peut donc faire une levée de doute au moyen des caméras, d'autre part à la société AQUILA, qui doit faire une levée de doute physique. L'agent qui se rend sur place ne rentre pas dans le bâtiment, mais regarde par les fenêtres.</p> <p>Si aucune anomalie n'est décelée, il acquitte l'alarme. S'il constate une intrusion, il contacte les forces de l'ordre. S'il constate un début d'incendie, il contacte les sapeurs-pompiers.</p> <p>L'agent rédige un document "Prise en compte n°..." qu'il envoie à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant signale que l'agent de la société AQUILA, lors de sa ronde de levée de doute, doit également respecter diverses consignes, notamment s'assurer de l'absence d'anomalie au niveau des cuves de stockage d'huiles usagées et de liquides de refroidissement (vannes bien fermées).</p> <p>L'exploitant précise qu'un gardien est toujours en place dans son site exploité à BEAUCAIRE, toutes les informations transmises par le dispositif de détection ou l'agent de la société AQUILA lui parviennent. Il peut donc alerter la direction de la société CHIMIREC en cas de nécessité. Il faut au moins une heure pour faire le trajet entre BEAUCAIRE et ÉTOILE SUR RHÔNE. Mais l'exploitant souligne qu'en cas d'incendie, les sapeurs-pompiers agiront immédiatement, ils n'ont pas besoin de la présence physique de l'exploitant.</p> <p>L'inspection demande si un exercice a déjà été réalisé sur place avec les sapeurs pompiers, ou si ceux-ci ont visité le site récemment : L'exploitant ne le sait pas, il a repris l'exploitation du site depuis quelques mois (ancien exploitant : Société VOLLE). L'inspection souligne l'intérêt pour les sapeurs-pompiers de connaître le site, ceci permet souvent de gagner en efficacité lors d'une intervention. Il invite donc l'exploitant à faire le nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Directive IED-Lavage

<p>Référence réglementaire : Lettre du 04/05/2021</p>
<p>Thème(s) : Autre, Création annoncée d'une aire de lavage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : J'ai bien noté pour votre site : (...) un projet de mise en place d'une aire de lavage dans le site, destinée à permettre la réutilisation des emballages.</p>
<p>Constats : L'exploitant confirme qu'il s'agit d'une simple erreur de sa part dans le rapport de réexamen transmis (Directive IED). Il n'y a pas de projet de mise en place d'une aire de lavage dans le site d'ÉTOILE SUR RHÔNE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 2-I
Thème(s) : Autre, Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; (...)
<p>Constats :</p> <p><u>1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau :</u></p> <p>Il a été communiqué à l'inspection par courriel du 16 septembre 2022. La politique décidée pour les années 2020 à 2022 se décline selon les 4 axes suivants, à partir desquels les objectifs du Groupe sont déterminés :</p> <p>"1. Penser et agir 100 % sécurité 2. S'inscrire durablement comme acteur engagé dans l'économie circulaire 3. Renforcer nos services de proximité pour nos clients 4. Construire l'avenir en pérennisant et adaptant nos ressources"</p> <p>Cet engagement est signé par monsieur Jean FIXOT, Président du Groupe CHIMIREC.</p> <p><u>2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation :</u></p> <p>Elle a été communiquée à l'inspection par courriel du 16 septembre 2022 et s'inscrit essentiellement dans le cadre de l'axe 2 précisé ci-dessus, ainsi décliné :</p> <p>. "en assurant la qualité de notre activité dans le respect de nos engagements métier et des exigences règlementaires . en renforçant le tri dans des objectifs de valorisation matière, de réutilisation et réemploi de nos déchets . en minimisant les impacts de nos activités par une intégration vertueuse dans l'environnement . en renforçant notre approche responsable vis-à-vis des parties intéressées"</p> <p>Ces objectifs sont à leur tour déclinés dans un programme de management intégré QSE.</p> <p><u>3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement :</u></p> <p>Un extrait du programme de management intégré QSE, portant sur les objectifs concernant le site d'ETOILE SUR RHÔNE, a été communiqué à l'inspection par courriel du 16 septembre 2022. Presque tous les objectifs sont réalisés à 100%. Notons que ces objectifs portent surtout sur l'intégration du site d'ETOILE SUR RHÔNE dans le Groupe CHIMIREC.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant la liste des documents du SME de CHIMIREC (consignes, procédures, ...) applicables aux installations du site d'ETOILE SUR RHÔNE . La liste de ces</p>

documents, communiquée par l'exploitant le 16 septembre 2022, est très longue et certains des documents qui y figurent ne semblent pas concerner le site, par exemple (liste de contrôle hebdomadaire nacelle ; liste de contrôle hebdomadaire pelles ; test de saponification - analyse qualitative des esters ; 000_R4_Campagne SEVESO ; Cartographie des COV, etc).
<p>Ceci étant, certains de ces documents pourront faire l'objet d'un examen approfondi lors d'une prochaine inspection, afin d'en apprécier l'adaptation au site d'ETOILE, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permis de feu - Plan d'inspection-contrôle des réservoirs aériens - Fiches de contrôle et suivi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Directive IED-Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 3 point VII c
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de voirie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.</p> <p>Constats : L'exploitant précise que l'aire de chargement/déchargement des déchets liquides (huiles usagées, liquides de refroidissement, eaux polluées de garages) se trouve en rétention à l'intérieur du bâtiment. Les connexions aux canalisations reliant les cuves de stockage situées en extérieur se trouvent, elles aussi, à l'abri de la pluie et en rétention.</p> <p>De ce fait, les égouttures éventuelles de déchets liquides peuvent être récupérées et envoyées en centre de traitement autorisé. Il n'y a pas donc pas d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées en situation normale.</p> <p>Dans le cas où un incident surviendrait sur une cuve ou sur sa canalisation de liaison (fuite, débordement d'une cuve...), les eaux pluviales se trouvant éventuellement dans les bassins de rétention de cuves de stockage seraient polluées. Un pompage de ces eaux s'imposerait, pour envoi en centre de traitement autorisé.</p> <p>L'exploitant souligne que pour limiter le risque de débordement, il a fait installer une sonde de niveau dans chaque cuve, avec report dans le site de BEUCAIRE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite